

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE  
DIRECTION GENERALE DE L'ALIMENTATION  
SOUS-DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION ANIMALES

Bureau : Santé Animale  
251, rue de Vaugirard  
75015 PARIS

Tél. : 01.49.55.84.51

**Note de Service**  
DGAL/SDSPA/N2000-8081  
**Date : 21 JUIN 2000**

Classement : PA 32511

BG/N°

## NOTE DE SERVICE

### OBJET : Mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses (MRC) des poissons

- Texte de référence:** - décret 99-822 du 16 septembre 1999 ajoutant à la nomenclature des maladies des animaux réputées contagieuses la nécrose hématopoïétique infectieuse et la septicémie hémorragique virale de certaines espèces de poissons ainsi que l'anémie infectieuse du saumon.
- arrêté modifié du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture.
  - arrêté du 22 septembre 1999 établissant des mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons.
  - arrêté du 23 septembre 1999 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons.

### Abroge et remplace la note de service DGAI/SDSPA/N°87/8059 du 30 avril 1987 et la lettre circulaire du 24 Août 1998

La réglementation relative aux mesures de lutte contre certaines maladies des poissons a été modifiée au cours de l'automne 1999 afin de transposer de façon complète et précise la directive 93/53/CEE du Conseil du 24 juin 1993 établissant des mesures communautaires minimales. Cette note de service a pour objet, après une présentation générale des textes, de préciser les nouvelles procédures de gestion des foyers de maladies réputées contagieuses des poissons.

Le décret 99-822 du 16 septembre 1999 abroge et remplace le décret n°95-1408 du 28 décembre 1995 en ajoutant à la liste des espèces de poissons sensibles le Black-bass (*Micropterus salmoides*), et en ne retenant que l'obligation de l'isolement viral pour la déclaration des cas réputés contagieux.

L'arrêté technique du 22 septembre 1999 reprend globalement les mesures de lutte sanitaires préconisées par l'arrêté du 16 mars 1987 mais en les déclinant d'une part selon les

#### PLAN DE DIFFUSION

##### Pour exécution :

- Préfets
- Directeurs des Services Vétérinaires.

##### Pour information :

- D.D.A.F.
- E.N.S.V.
- INFOMA
- E.N.V.
- Brigade Nationale d'Enquêtes Vétérinaires
- Contrôleurs Généraux des Services Vétérinaires.

maladies observées, l'anémie infectieuse du saumon (AIS) d'un côté, la nécrose hématopoïétique infectieuse (NHI) et la septicémie hémorragique virale (SHV) de l'autre, et d'autre part, selon que les foyers sont déclarés dans des exploitations ou des zones indemnes ou non indemnes.

L'arrêté financier du 23 septembre 1999 abroge et remplace l'arrêté financier du 9 novembre 1987 relatif à l'indemnisation des propriétaires de salmonidés éliminés dans le cadre du plan d'assainissement des exploitations atteintes de MRC. Il complète l'arrêté technique du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture, en instaurant une participation financière pour l'obtention de l'agrément européen.

Ce texte traduit la politique sanitaire pour les maladies animales sans incidence sur la santé publique. Il permet un ferme soutien financier aux actions de prévention et de qualification et une participation financière en cas de contamination, réservée aux éleveurs préalablement intégrés dans une démarche sanitaire reconnue (agrément européen, publié au JOCE ou qualification en cours avec validation par le directeur des services vétérinaires). Dans ce contexte, l'élimination des foyers de NHI ou de SHV n'est pas imposée. Dans les maladies ayant uniquement des conséquences économiques, il appartient avant tout aux professionnels de déterminer la politique sanitaire. L'Etat les accompagne et met en oeuvre les mesures visant à préserver les résultats de leurs efforts. C'est pourquoi il est essentiel, en cas de non élimination d'un foyer de faire respecter l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection (APDI) en maintenant très fortement et aussi longtemps que nécessaire la mesure de séquestration, avec les dérogations prévues par la réglementation, et de protection du milieu extérieur pour éviter l'extension des foyers.

Une annexe développe pour chacun des textes précités les nouvelles modalités à mettre en oeuvre.

Je vous saurais gré de bien vouloir me faire part des difficultés que vous rencontrerez pour l'application de cette note.

Le Directeur Général Adjoint  
C.V.O.

Bernard VALLAT

## **Annexe 1 : Décret du 16 septembre 1999**

Par rapport au décret n°95-1408 du 28 décembre 1995 abrogé, la mise en évidence de l'agent pathogène est la condition nécessaire et suffisante pour déclarer un foyer de MRC et prendre un APDI, avec ou sans pathologie associée, quel que soit le statut sanitaire de l'exploitation ou de la zone où est implantée l'exploitation infectée.

En ce qui concerne les rhabdoviroses, c'est la mise en évidence du virus par virologie qui est la seule condition nécessaire pour déclarer un foyer de MRC même si il n'y a aucun signe clinique dans l'exploitation. En effet, les signes cliniques de rhabdoviroses peuvent parfois être frustes, confondus avec d'autres pathologies et la mortalité, selon la conduite de l'élevage, intégrée dans le pourcentage de perte « normale » est jugée peu significative par certains éleveurs.

J'appelle votre attention sur le fait que le Black-bass a été ajouté dans les espèces sensibles vis à vis de la septicémie hémorragique virale suite à la mise en évidence de foyer sur cette espèce dans l'Ariège. Cela signifie qu'en cas de mise en évidence d'un foyer de SHV dans un élevage où sont entretenus des black-bass et aucun autre poisson d'une espèce sensible, cet élevage doit néanmoins être placé sous APDI et soumis aux conditions de l'arrêté du 22 septembre 1999. Cependant, pour l'instant, cette espèce n'est pas inscrite comme espèce sensible aux maladies de la liste II (réglementation européenne) et n'est donc pas concernée par la réglementation appliquée au titre de l'arrêté du 10 avril 1997. Dans ces conditions, vous veillerez dans le cas où vous seriez amené à gérer un dossier d'agrément dans une zone ou une exploitation où ne sont entretenus que des black-bass et aucun autre poisson d'une espèce sensible, d'en informer l'expert régional aquacole de votre région et la DGA. Le protocole de qualification choisi, tout en ne lésant pas le pisciculteur, doit être cohérent avec le décret du 16/09/99 et prendre en compte la gestion du risque pour la présentation du dossier à la commission européenne.

D'une façon générale, et afin d'éviter tout contentieux, les prélèvements entraînant des décisions administratives (agrément européen ou police sanitaire) doivent être réalisés dans un cadre officiel. Actuellement, ils peuvent être réalisés soit par un vétérinaire titulaire du mandat sanitaire, soit par un agent des services vétérinaires dans l'exercice de ses missions. L'arrêté du 2 juillet 1999 fixant la liste des espèces particulières mentionnées à l'article 3 du décret n°90-1033 du 19 novembre 1990 relatif au mandat sanitaire institué par l'article 215-8 du code rural permet pour la filière aquacole l'attribution d'un mandat sanitaire spécialisé. Il convient si cela est nécessaire de régulariser au plus tôt la situation des vétérinaires intervenant dans ce secteur.

## Annexe 2 : Arrêté du 22 septembre 1999

La directive 93/53 établissant les mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons, est la base de l'arrêté du 22 septembre 1999. Pour autant certaines des obligations prescrites dans cette directive concernant les relations entre services départementaux et administration centrale n'ont pas été intégrées dans cet arrêté. Elles sont donc précisées dans cette note.

### I - TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

#### 1-1 : définitions

- **« exploitation »** : il s'agit de toute installation continentale ou littorale, géographiquement délimitée, dans laquelle sont élevés ou détenus en vue de la vente, de la cession ou du transfert, des poissons à l'exclusion de la vente au détail d'animaux morts.

Toute pisciculture au sens classique du terme est donc concernée. Tout atelier de négoce aussi, puisque la détention, sans l'élevage, est visée. C'est aussi le cas des ateliers d'abattage ou de transformation, ayant des installations de stockage des animaux vivants dont l'eau est rejetée en milieu naturel sans traitement permettant d'éliminer tout risque de contamination.

En ce qui concerne les autres structures, une multitude de situation existe. Citons quelques exemples. On doit considérer comme une exploitation :

- Les étangs vidangés régulièrement (même tous les trois ou quatre ans) et dont les produits sont destinés soit à des négociants pour la consommation humaine, soit au repeuplement.
- les étangs de pêche de loisirs dans lesquels, d'une façon générale, le gestionnaire n'impose pas la mise à mort des poissons ou ne la contrôle pas.

D'une façon générale toute situation particulière doit être envisagée sous l'aspect « risque sanitaire ». Si un mode d'exploitation vous paraît potentiellement créer un risque de dissémination de maladies des poissons (lâcher de poissons, contamination des eaux), il convient de considérer l'établissement comme une exploitation.

- **« Exploitation indemne ou zone indemne »** : Il s'agit, au titre de l'arrêté et de la présente note de service, d'exploitation ou de zone dont la qualification sanitaire est reconnue au niveau communautaire (agrément au titre de l'arrêté du 10 avril 1997 ).
- **« Poisson suspect d'être infecté »** : Ce sont soit des animaux présentant des signes cliniques ou lésionnels, soit des animaux présentant des résultats à des épreuves de laboratoire ne permettant pas d'infirmier le diagnostic d'une MRC ; c'est à dire les réactions positives suite à un dépistage sérologique mais aussi des résultats virologiques inexploitable ou négatifs à partir d'un échantillon non représentatif.

## **1-2 : déclaration des exploitations – tenue d'un registre d'élevage**

- **La déclaration des exploitations :** tous les élevages détenant des poissons sensibles au titre du décret du 16 septembre 1999 doivent être déclarés aux services vétérinaires. Cette obligation concerne tous les exploitants quel que soit leur statut (exploitant, société, association, amateur, professionnel..).

La liste des poissons sensibles ainsi visés comprend toutes les espèces de salmonidés y compris *Salmo salar*, l'ombre (*Thymallus thymallus*), le corégone (*Coregonus sp*), le brochet (*Esox lucius*), le black-bass (*Micropterus salmoides*) et le turbot (*Scophthalmus maximus*).

L'article 253 du code rural étend cette obligation à l'ensemble des détenteurs professionnels d'animaux appartenant à des espèces dont la chair est destinée à la consommation humaine. La plupart des élevages de poissons sont donc concernés par cette obligation. Un décret d'application précisant la loi est en cours de rédaction.

Lors de la déclaration des élevages, il convient d'attribuer un n° d'enregistrement à chaque exploitation. Ce numéro est composé comme suit :

N° du département : 2 chiffres

N° INSEE de la commune : 3 chiffres

N° d'ordre de la pisciculture : 3 chiffres

Ce numéro doit être différencié du n° d'enregistrement des piscicultures au titre du décret 90-804 qui ne concerne que les établissements qui ont une activité de repeuplement. Je vous rappelle que le n° dit « d'agrément repeuplement » correspond uniquement à l'enregistrement des piscicultures qui se livrent à une activité de repeuplement et nullement à un agrément sanitaire.

Un modèle type de déclaration est joint pour exemple en annexe 4 de cette note.

- **La tenue d'un registre d'élevage :** elle est exigée au titre de l'arrêté du 22 septembre 1999 dans un objectif de santé animale et de suivi épidémiologique des exploitations.

Les données à enregistrer sont précisées dans l'arrêté. Le registre est l'élément de base qui doit être vérifié à chaque visite sanitaire. Il permet en cas de foyer de MRC de réaliser une enquête épidémiologique précise et lors des contrôles de qualification de s'assurer que toutes les préoccupations sanitaires sont prises en compte (qualification sanitaire des animaux introduits, conditions de transport et de désinfection..).

Le registre peut être constitué par la compilation des factures relatives aux introductions et aux sorties de poissons et produits d'aquaculture. Tout mouvement de poissons ne faisant pas l'objet de facture (cession à titre gratuit, « prêt » ..) doit cependant être consigné dans un registre.

Il faut noter que, par ailleurs, l'article 253 point II du code rural prévoit les modalités de tenue d'un registre pour tous les types d'élevage d'animaux. Cet article, précisé par un arrêté en cours d'adoption, a un objectif de santé publique et notamment de gestion des résidus dans les denrées consommables. Il est donc prévu, outre l'enregistrement des mouvements des animaux, l'enregistrement des données relatives aux visites de vétérinaires, aux médicaments vétérinaires et aux aliments pour animaux.

Un modèle de registre papier reprenant l'ensemble de ces obligations est en cours d'élaboration par les professionnels. Il sera proposé aux exploitants intéressés.

Le registre peut être informatisé ; dans ce cas, une version papier doit être imprimée régulièrement, signée et datée par l'éleveur. Lors de chaque visite sanitaire, une version papier à jour du registre d'élevage doit être paraphée par le vétérinaire sanitaire ou l'agent des services vétérinaires.

- La déclaration des exploitations et la tenue de registre sont, pour un certain nombre d'exploitants, de nouvelles obligations. Aussi vous appartient-il, en collaboration avec les organisations professionnelles, d'informer le plus largement possible les intéressés de ces nouvelles dispositions.

### **1-3 : rôle et agrément des laboratoires**

Comme pour les autres maladies, le laboratoire de référence coordonne les méthodes de diagnostic vis à vis des MRC des poissons et organise régulièrement des essais inter laboratoires. La liste des laboratoires de référence et des laboratoires agréés vis à vis des analyses virologiques NHI et SHV est diffusée par note de service. La liste actualisée est publiée sous le n°DGAI/SDSPA/N 98N°8142 en date du 7 septembre 1998.

Tous les isolats positifs doivent être systématiquement envoyés au laboratoire de référence par le laboratoire de diagnostic.

Si le laboratoire de diagnostic l'estime nécessaire, la confirmation immédiate d'un résultat peut être demandée au laboratoire de référence.

En ce qui concerne l'anémie infectieuse du saumon, seul le site de Brest de l'AFSSA est agréé pour la réalisation des analyses.

## **II - TITRE II : MESURES DE LUTTE CONTRE L'ANEMIE INFECTIEUSE DU SAUMON**

Les articles 6 à 14 précisent la conduite à tenir vis à vis de l'AIS et plus spécifiquement en cas de foyer.

Vu le faible nombre d'élevages français susceptibles, dans l'état actuel de nos connaissances, d'être atteints par cette virose et vu les discussions communautaires actuellement en cours, le titre II relatif à l'AIS ne sera pas détaillé dans cette note.

Il convient pour toute demande d'information et en tout état de cause dès les premiers éléments de suspicion de contacter la DGAI (Sous direction de la santé et de la protection animales - bureau santé animale) et le site de Brest de l'AFSSA.

## **III - TITRE III : MESURES DE LUTTE CONTRE LA NECROSE HEMATOPOIETIQUE INFECTIEUSE ET LA SEPTICEMIE HEMORRAGIQUE VIRALE**

### **3 -1 : Vaccination contre les rhabdoviroses**

L'article 15 reprend strictement les termes de la directive 93/53/CEE. A l'heure actuelle, en France, aucune autorisation de mise sur le marché (AMM) n'est délivrée pour des vaccins contre la NHI et la SHV donc aucune vaccination ne peut être autorisée.

### **3-2 : Gestion des foyers de rhabdoviroses**

Les articles 16 à 21 précisent les mesures à mettre en œuvre en cas de suspicion et de confirmation d'un foyer de MRC dans une exploitation. Une dichotomie est réalisée selon le statut sanitaire initial de l'exploitation (exploitation indemne ou non indemne selon la qualification européenne).

Elle concerne principalement les modalités de gestion des suspicions. Il convient de considérer que le statut d'exploitation ou de zone indemne représente une garantie sanitaire qu'il faut suspendre dès la moindre suspicion. Tandis que pour les élevages non qualifiés, sans garantie sanitaire reconnue, les mesures réglementaires de blocage des exploitations ne sont mises en œuvre que lorsque l'infection est confirmée.

Les mesures présentées dans cet arrêté doivent, pour plus de clarté, être complétées par les dispositions de l'arrêté du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture.

### **3 – 2-1 – SUSPICION D'UNE RHABDOVIROSE**

#### **❖ Éléments justifiant une suspicion**

Les éléments de suspicion sont d'une part définis dans l'article 2 et d'autre part liés aux résultats des enquêtes épidémiologiques réalisées dans les foyers de MRC.

- Toute mise en évidence de signes cliniques ou de lésions post mortem sur les poissons doit être rapportée au directeur des services vétérinaires qui prescrit la réalisation de test de dépistage. Dans le cas d'un diagnostic différentiel le vétérinaire qui fait réaliser une recherche de rhabdovirus est tenu de la signaler au DSV.
- Tout résultat d'analyse ne permettant pas d'infirmier un diagnostic tel que précisé dans l'article 2 et notamment en cas de résultats sérologiques positifs, doit être géré comme une suspicion. Ce test non reconnu au niveau communautaire, s'il n'induit pas la prise d'un APDI, doit entraîner une extrême vigilance. Dès que cela est possible et notamment quand les conditions climatiques le permettent (température de l'eau inférieure à 14 °C), des prélèvements pour analyses virologiques doivent être réalisés.
- Si l'enquête épidémiologique réalisée lors d'un foyer révèle que le virus a pu être introduit à partir d'une exploitation ou transmis à une ou plusieurs exploitations, celles-ci doivent être considérées comme suspectes.

#### **❖ Conduite administrative en zone ou exploitation indemne**

L'article 16 de l'arrêté prescrit, dès la **suspicion** :

- le blocage de l'exploitation et la prise d'un **arrêté préfectoral de mise sous surveillance (APMS)**,
- la réalisation de prélèvements pour la confirmation de la maladie,
- la réalisation d'une enquête épidémiologique.

La prise d'un **APMS** dans une exploitation qualifiée indemne entraîne **la suspension de l'agrément communautaire** soit de l'exploitation soit de la zone ou d'une partie de la zone concernée tel que prévu par l'article 13 de l'arrêté du 10 avril 1997. A ce titre, la DGAI doit être informée sans délai (voir retrait de l'agrément).

#### **❖ Conduite administrative pour une exploitation non qualifiée indemne**

En cas de suspicion dans une exploitation non qualifiée indemne, l'article 20 prescrit la réalisation sans délai d'analyses pour confirmer ou infirmer la suspicion. Aucun blocage de l'exploitation n'est, à ce stade, formellement prévu.

Néanmoins, l'attention du pisciculteur doit être appelée de la façon la plus formelle sur tout risque de dissémination d'une MRC qui engagerait sa responsabilité civile et sur l'opportunité de suspendre, dans l'attente des résultats tout mouvement de poissons vivants même non cliniquement atteints à destination d'un autre élevage ou d'un cours d'eau.

La directive 93/53 prescrit que soit recensée en zone non indemne la liste des élevages suspects. Cette liste vous sera demandée à l'occasion d'un bilan annuel.

## **Réalisation de prélèvements**

Des prélèvements doivent être réalisés dans les meilleurs délais pour confirmer ou infirmer la suspicion de MRC. Les prélèvements ont pour objet de mettre en évidence le virus, aussi il convient de prélever uniquement les animaux susceptibles d'être atteints.

Deux cas se présentent :

- **présence d'une phase clinique d'une maladie** : il faut prélever 10 poissons malades ou morts très récemment si le délai d'acheminement des prélèvements au laboratoire est très court.
- **absence de phase clinique bien identifiée** (mortalité chronique, enquête épidémiologique...) : les prélèvements doivent concerner en priorité les animaux faibles, mourants, présentant des signes cliniques ou un comportement anormal, et les espèces les plus sensibles. A ce titre si dans une exploitation des truites arc-en-ciel sont présentes, les prélèvements doivent concerner cette espèce.

La mise en évidence du virus dans un lot d'animaux atteints n'est pas systématique. La taille de l'échantillon pour les virologies est estimée au minimum à 60 prélèvements. Elle peut être plus élevée si on souhaite détecter avec une bonne probabilité un taux d'infection faible.

A titre d'exemple :  
- un échantillon de 150 prélèvements garantit avec 95 % de fiabilité la détection des virus dont la prévalence est de 2 % ;  
- un échantillon de 30 prélèvements garantit avec 95 % de fiabilité la détection des virus dont la prévalence est de 10 %.

Quand on soupçonne une infection ancienne, si la période de prélèvement le permet, il est préconisé de prélever lors de la réalisation de l'échantillon, des produits génitaux (liquide coelomique ou laitance).

Dans le cas d'une suspicion suite à un lien épidémiologique avec un foyer, si l'absence de mortalité et les conditions climatiques (température de l'eau supérieure à 14°C) ne permettent pas d'envisager la recherche du virus, il peut être opportun de réaliser des prélèvements sanguins pour une recherche sérologique. Ces analyses, quel que soit le résultat, ne permettront pas de confirmer ou d'infirmer la suspicion, mais pourront renforcer la suspicion et faire avancer l'enquête épidémiologique.

## **❖ L'enquête épidémiologique**

Elle a pour objectif de déterminer l'origine de l'infection et ses éventuelles conséquences. Elle doit concerner au minimum :

- les élevages situés en aval et en amont les plus proches de l'exploitation suspecte. Cette mesure remplace la notion de zone d'observation développée dans l'arrêté de 1987.
- les autres élevages ayant un lien épidémiologique :
  - élevages fournisseurs ayant potentiellement contaminé l'élevage suspect,
  - élevages destinataires potentiellement contaminés par l'élevage suspect.
- Le milieu naturel en amont et en aval. Ces contrôles sont utiles aussi avant toute décision d'abattage ou avant décision de repeuplement. Ces contrôles doivent être réalisés en collaboration avec la garderie départementale de la pêche.

### **Pour les élevages qualifiés indemnes :**

L'enquête épidémiologique telle que décrite précédemment est mise en œuvre dès la prise de l'APMS.

L'enquête épidémiologique entraîne pour les élevages reliés épidémiologiquement et indemnes ou situés en zone indemne, la prise d'un APMS (article 19); pour les élevages non qualifiés indemnes le statut d'élevage «suspect » (article 20).



### **Pour les élevages non qualifiés indemnes :**

L'enquête épidémiologique telle que décrite précédemment repose sur l'art 20 et est réalisée lorsque l'élevage est placé sous APDI. Les élevages reliés épidémiologiquement s'ils sont non qualifiés deviennent des élevages suspects dans lesquels des recherches virologiques doivent être effectuées. Dans le cas où l'enquête révélerait un approvisionnement suspect par une exploitation indemne, cette dernière doit être mise sous APMS (voir paragraphe précédent).

#### **❖ Levée de l'APMS pour les piscicultures indemne ou en zone indemne :**

La levée de l'APMS est possible lorsque les résultats des analyses virologiques permettent d'infirmer le diagnostic de MRC.

- Dans le cas où la suspicion a été faite sur un cas clinique, des résultats négatifs vis à vis des virus de la NHI et de la SHV, et positifs pour une autre étiologie permettent la levée de l'APMS. Dans le cas où aucune étiologie ne peut être déterminée, une nouvelle visite de contrôle sanitaire est effectuée dans la quinzaine suivant le premier prélèvement et un nombre suffisant de poissons est prélevé et analysé. En cas de nouveaux résultats négatifs, l'APMS est levé.
- Dans les autres cas, j'attire votre attention sur le fait que l'analyse virologique comme toute analyse biologique, n'apporte un diagnostic de certitude que lorsque le résultat est positif. Si vous avez des éléments épidémiologiques forts malgré un premier résultat négatif (mouvement de poissons concomitant avec la mise en évidence du foyer, proximité géographique avec un foyer, mortalités non expliquées, résultats sérologiques positifs ...), un nouveau contrôle après quelques semaines ou lorsque la température de l'eau est inférieure à 14°C, avant la levée de l'APMS, est légitime.

Au cours de l'année 1999, à plusieurs reprises, des résultats virologiques positifs en NHI ont été observés après un premier contrôle négatif. Cette situation ne doit pas entraîner une perte de confiance dans cette technique mais conduire à beaucoup de prudence dans l'interprétation d'un résultat négatif.

#### **❖ Levée de la suspicion pour les exploitations non qualifiées indemnes :**

Les observations décrites précédemment sont également applicables pour lever la suspicion d'un foyer de MRC dans une exploitation non qualifiée indemne. L'élevage concerné est alors retiré de la liste des exploitations suspectes.

### **3 – 2- 2– FOYER SOUS APDI**

#### **❖ Notification des foyers – Liste des élevages infectés**

Les foyers de rhabdoviroses et notamment de NHI doivent être notifiés sans délai auprès de la Commission. Ces foyers sont déclarés concomitamment à l'OIE. La notification est effectuée par la Direction générale de l'alimentation qui doit donc être informée au plus vite des foyers. A cette fin, un formulaire a été élaboré et est joint en annexe 6 de cette note. Je vous précise que le formulaire doit être complété par le nombre estimé de poissons et non par le tonnage estimé.

De même que pour les élevages suspects, la directive 93/53 prévoit l'établissement de la liste des élevages infectés. Cette liste vous sera demandée à l'occasion d'un bilan annuel.

#### **❖ Conséquence d'un APDI pour tout élevage quel que soit le statut sanitaire initial**

L'APDI a pour but premier d'éviter toute diffusion d'une MRC. C'est pourquoi toutes les mesures pour atteindre ce but doivent être mises en œuvre. A ce titre, toute sortie d'animaux vivants est interdite. Un exemple d'arrêté préfectoral est joint à cette note en annexe 5.

L'ensemble du cheptel piscicole, toutes espèces confondues, est soumis aux mêmes mesures. Les animaux étant élevés dans le même milieu contaminé, même si le virus n'est pas

mis en évidence dans un bassin ou sur une classe d'âge ou sur une des espèces élevées, on ne peut pas exclure le risque qu'ils soient vecteurs du virus par portage actif ou passif.

La séquestration de l'ensemble de l'élevage et la réalisation d'une enquête épidémiologique, déjà commencée lors de l'APMS pour les exploitations qualifiées indemnes, sont les seules mesures obligatoires.

Les rhabdoviroses des poissons n'étant pas des zoonoses la livraison pour la consommation humaine des poissons de l'élevage infecté, pour autant que les animaux ne présentent pas de signes cliniques, est possible. L'abattage et l'éviscération des animaux doivent cependant être organisés de façon à ne pas présenter de risque de dissémination du virus (transport, traitement des déchets et des effluents).

#### ❖ **Spécificité de l'APDI pour une exploitation ou une zone indemne**

Pour les exploitations indemnes ou situées en zone indemne outre la gestion proprement dite du foyer, il convient d'envisager les conséquences du retrait d'agrément et les modalités de requalification.

- **Retrait de l'agrément communautaire :**

Dans tous les cas, le retrait de l'agrément est prononcé par la DGAI, qui informe la Commission Européenne.

Dans le cas d'une exploitation qualifiée indemne à titre individuel, il n'y a pas de difficulté particulière, l'exploitation perd le bénéfice de son agrément.

Dans le cas d'une exploitation infectée au sein d'une zone indemne de faible superficie, sans possibilité de redécoupage, l'agrément de l'ensemble de la zone est retiré. Aucune pisciculture située dans la même zone ne peut continuer à bénéficier de la qualification indemne.

Dans le cas où un foyer est déclaré dans une zone indemne d'une grande superficie, il est possible de retirer l'agrément pour une partie de zone pour autant que la partie de zone dont l'agrément est maintenu reste conforme à la définition de zone continentale ou littorale (arrêté du 10 avril 1997 et du 22 septembre 1999). Un nouveau découpage de la zone pourra être étudié conjointement par la DGAI, les directeurs des services vétérinaires concernés et l'expert régional aquacole. A cette occasion, un dossier faisant état de la situation sanitaire des exploitations, des résultats de l'enquête épidémiologique et du nouveau découpage proposé sera élaboré. Il sera présenté à la Commission afin que soit enregistrée la nouvelle configuration des zones qualifiées indemnes.

- **Rétablissement de l'agrément communautaire :**

Comme le précise l'article 13 de l'arrêté du 10 avril 1997, l'agrément communautaire ne peut être réattribué dans une zone ou pour une exploitation qu'après l'élimination du ou des foyers en effectuant notamment les opérations suivantes :

- abattage des animaux pour la consommation ou pour l'équarrissage ;
- mise en assec, nettoyage et désinfection de la pisciculture.

Le protocole de qualification doit être repris dans sa totalité. Il doit concerner la pisciculture ou l'ensemble des exploitations de la zone qui sollicite à nouveau l'agrément.

#### ❖ **Spécificité de l'APDI pour une exploitation non qualifiée**

Par dérogation, la sortie de poissons, œufs ou gamètes peut être autorisée par le directeur des services vétérinaires à destination d'une pisciculture atteinte de la même maladie sous couvert d'un document d'accompagnement.

Cette dérogation est possible vers une pisciculture infectée en France et dans la communauté européenne.

Un modèle de document d'accompagnement pour les mouvements de poissons entre piscicultures atteintes de la même maladie a été élaboré au niveau communautaire et est publié en annexe de l'arrêté du 10 avril 1997 modifié (JO du 21/03/2000).

En ce qui concerne cette possibilité sur le territoire national, le directeur des services vétérinaires prend l'attache du directeur des services vétérinaires du département d'accueil avant d'autoriser un tel mouvement. Tout refus doit être motivé.

En ce qui concerne les mouvements dans la communauté, aucune autorisation préalable n'est prévue. Il convient cependant de s'assurer du statut de l'élevage de destination (infecté par la même maladie).

Attention : Cette dérogation est prévue pour une expédition à destination d'une exploitation infectée, mais en aucun cas un cours d'eau ne peut être considéré comme une exploitation. **Le repeuplement en milieu naturel est donc interdit.**

#### ❖ **Condition de levée d'un APDI**

La levée de l'APDI ne peut avoir lieu qu'après :

- l'élimination de l'ensemble du cheptel piscicole de l'exploitation,
- la mise en assec, le nettoyage et la désinfection de la pisciculture. Tous les éléments, bassins, petit matériel (époussettes, filets, seaux, grilles...), gros matériel (trieurs, pompes, oxygénateurs...) devront être nettoyés puis désinfectés. Il est conseillé de brûler les planches en bois utilisées sur la pisciculture. Un assec d'au moins 15 jours, selon l'ensoleillement, est nécessaire.

La réalisation de la mise en assec et la désinfection de l'exploitation ont lieu sous le contrôle des services vétérinaires départementaux et doivent faire l'objet d'une attestation officielle.

**La décision d'abattage et de mise en assec d'une exploitation est de la seule responsabilité de l'éleveur et ne peut être imposée par l'administration.**

Dans le cas où l'exploitation infectée est située sur un cours d'eau où sont aussi installés d'autres élevages et notamment dans le cas où une démarche sanitaire avait été initiée dans la zone concernée, il est important que l'ensemble des acteurs de la filière concernés soit associé à cette décision. En effet, outre le risque sanitaire que représente le maintien dans une zone d'un cheptel infecté, l'élimination du cheptel infecté est la seule façon de permettre à la zone de retrouver ou d'accéder à une qualification.

Dans le cas où plusieurs exploitations reliées géographiquement sont infectées ou dans le cas où le cours d'eau est contaminé, seul un plan d'assainissement concerté peut être efficace. Il vous appartient de mettre en place cette concertation avec l'appui du groupement de défense sanitaire, de l'ensemble des services départementaux et de l'expert régional aquacole.

## **Annexe 3 : Arrêté financier du 23 septembre 1999**

Cette annexe commente l'arrêté financier du 23 septembre 1999 qui prévoit les modalités d'indemnisation financière en ce qui concerne tant les qualifications que l'élimination des foyers.

### **I – QUALIFICATION DES ELEVAGES**

Afin d'accompagner les pisciculteurs volontaires dans une démarche de qualification de leur élevage vis à vis des rhabdoviroses, il a été décidé de participer financièrement au coût des analyses et des visites vétérinaires.

#### **1-1 : Validation préalable des dossiers**

Le préalable de toute participation financière de l'Etat est la validation par le directeur des services vétérinaires du département du programme de qualification mis en oeuvre par un pisciculteur ou un groupe de pisciculteurs.

On entend par validation, la reconnaissance par le DSV du programme de qualification tel que prévu dans l'arrêté du 10 avril 1997 modifié relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture et la note de service DGAI/SDHA/ n°97/8136 du 18 août 1997. Le programme de qualification doit prendre en compte la réalisation des analyses demandées mais aussi, à titre d'exemple, la situation géographique (notion importante de bassin versant), les conditions d'installation, les conditions de fonctionnement (tenue de registre sanitaire d'élevage) et les règles d'approvisionnement (en provenance de piscicultures qualifiées indemnes). Pour cette validation vous pouvez requérir l'appui de l'expert régional aquacole.

Vous veillerez cependant, lors de la validation du dossier avec les pisciculteurs, à rappeler que l'agrément est délivré au niveau communautaire et qu'une validation de principe ne vaut pas engagement à l'obtention dans un délai défini dudit agrément.

Cette validation est aussi nécessaire pour bénéficier d'une participation financière lors de l'élimination d'un cheptel atteint.

#### **1-2 : Prélèvements et analyses**

L'article 2 prévoit une participation financière de l'Etat pour la réalisation des prélèvements et des analyses. Seules sont prises en compte les analyses qui permettent l'obtention de la qualification. Le coût des analyses nécessaires au maintien de la qualification est à la charge de l'éleveur. Cette participation est versée à l'éleveur sur la base de présentation de factures.

Le terme de prélèvement au sens de l'article 2 correspond de fait à la réalisation de prélèvements d'organe sur un poisson entier et le cas échéant au conditionnement pour l'expédition. Cette autopsie peut être réalisée par le laboratoire de diagnostic agréé, par un laboratoire de proximité ou par le vétérinaire sanitaire (réalisation des autopsies dans l'élevage).

Le montant total de la participation est de 50 % des sommes engagées avec un plafond annuel de 7500 F.

### **1-3 : Visite sanitaire**

Afin de favoriser l'implication de vétérinaires sanitaires dans la filière aquacole, la participation financière de l'état pour les visites des vétérinaires a été prévue. Pour bénéficier d'une telle aide, le vétérinaire doit être titulaire du mandat sanitaire dans le département où est implantée la pisciculture.

Le terme de prélèvement au titre de l'article 3 correspond à la capture de poissons dans la pisciculture.

## **II – POLICE SANITAIRE**

### **2-1 : Visites et analyses**

L'Etat prend en charge les opérations de police sanitaire vis à vis des maladies réputées contagieuses des poissons. Il prend en charge le coût des analyses réalisées à la demande du vétérinaire sanitaire ou du directeur des services vétérinaires lors de suspicion de MRC. Il indemnise de la même façon les visites réalisées par les vétérinaires sanitaires dans les élevages suspects, les élevages infectés et les élevages reliés épidémiologiquement.

### **2-2 : Participation financière de l'Etat pour l'élimination des cheptels atteints**

La participation financière pour l'élimination des cheptels infectés est limitée aux cheptels qualifiés ou engagés dans une démarche de qualification validée par le DSV.

Tel que précisé par l'article 7, la participation financière de l'Etat est possible même si une partie du cheptel est destinée à l'alimentation voir même si elle est transférée vers une pisciculture infectée.

L'estimation du cheptel éliminé et le calcul de l'indemnité allouée doit être réalisée lorsque le pisciculteur annonce sa volonté d'éliminer son cheptel en vous présentant un échéancier de cette élimination.

La valeur du cheptel est alors estimée en faisant abstraction de la pathologie présente. De cette valeur d'estimation sont retirés tous les produits récupérés par la vente d'animaux (consommation ou à destination d'une pisciculture infectée).

Le montant obtenu est indemnisé à hauteur de 50 % dans la limite d'un montant maximum de 80 000 F.

Dans certain cas, un même exploitant peut avoir deux sites distincts atteints de MRC. Afin de définir si le cheptel doit être considéré comme unique et donc bénéficier d'une participation plafonnée à 80 000 F ou si chaque site doit être considéré indépendamment, il convient de se référer à la manière dont a été construit le protocole de qualification. Dans le cas où les deux sites sont considérés comme deux exploitations indépendantes (analyses réalisées dans chaque établissement), deux subventions peuvent être calculées.

### **2-3 : Non-versement des participations financières**

Comme dans la plupart des MRC en santé animale, le non-versement de la participation financière de l'Etat lors de l'éradication d'un foyer est prévu.

Les conditions de non-versement portent principalement sur le non-respect des conditions de qualification des élevages (introduction notamment d'animaux de statut sanitaire inférieur) et sur le non-respect des prescriptions de l'APDI ou de l'APMS.

## Annexe 4 : Modèle de déclaration d'exploitation

### DECLARATION D'UNE EXPLOITATION DETENANT OU ELEVANT DES POISSONS DES ESPECES SENSIBLES AUX MALADIES REPUTÉES CONTAGIEUSES DES POISSONS.

**Arrêté Ministériel du 22 septembre 1999**

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION	<b>Maladies réputées contagieuses (MRC) des poissons :</b> Anémie infectieuse du Saumon AIS, Septicémie hémorragique virale SHV et Nécrose hématopoïétique infectieuse NHI.								
DELIVRANCE DU NUMERO D'ENREGISTREMENT	<b>Espèces sensibles :</b> - toutes espèces de salmonidés - ombre ( <i>Thymallus thymallus</i> ) - corégone ( <i>Coregonus</i> Sp.) - brochet ( <i>Esox lucius</i> ) - black-bass ( <i>Micropterus salmoides</i> ) - turbot ( <i>Scophthalmus maximus</i> )								
Date de délivrance :	N° de déclaration :								
	<table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> <td style="width: 20px; height: 20px;"></td> </tr> </table>								

**NOM et PRENOM ou RAISON SOCIALE DE L'EXPLOITANT :**

ADRESSE (lieu-dit ou rue):

COMMUNE :

CODE POSTAL :

N° TELEPHONE :

#### CARACTERISTIQUE DE L'EXPLOITATION (Remplir une déclaration par site exploité)

ADRESSE DE L'EXPLOITATION

(lieu-dit ou rue ) si différente de l'adresse précédente

TONNAGE ANNUEL :

Tonnes

COMMUNE :

CODE POSTAL :

N° TELEPHONE :

ESPECES PRESENTES :

#### Alimentation en eau:\*

\*cocher toutes les cases utiles

- |  |   |                        |
|--|---|------------------------|
| <input type="checkbox"/> mer<br><input type="checkbox"/> source<br><input type="checkbox"/> dérivation de rivière<br><input type="checkbox"/> étang<br><input type="checkbox"/> eau close<br><input type="checkbox"/> autre:<br>(préciser) | } | Nom du cours<br>d'eau: |
|--|---|------------------------|

#### Type d'activité:\*

- ☐ reproduction  
☐ grossissement  
☐ éclosion  
  
☐ autre:  
 (préciser)

#### Devenir de la production:\*

- ☐ pêche de loisir  
☐ repeuplement du milieu naturel  
☐ consommation / transformation  
☐ vente à d'autres pisciculteurs  
  
☐ autre:  
 (préciser)

#### Le soussigné, déclare avoir pris connaissance qu'il doit:

- déclarer tout signe clinique de maladies réputées contagieuses dans son élevage à un vétérinaire sanitaire ou au préfet (directeur des services vétérinaires),
- tenir à jour le registre d'élevage selon les modalités prévues à l'article 3 de l'arrêté du 22 septembre 1999,
- accepter et faciliter toute visite de son élevage par le directeur des services vétérinaires ou son représentant.

Fait le

à

Signature

(faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé")

## **Annexe 5 : Modèle d'arrêté portant déclaration d'infection de nécrose hématoïétique infectieuse / septicémie hémorragique virale**

Vu le code rural, notamment, les articles 214, 215-1 à 215-8, 225 à 228, 264 à 269, 328, 329 à 331;

Vu le décret n° 63-136 du 18 février 1963 relatif aux mesures de lutte contre les maladies des animaux ;

Vu le décret modifié n° 71-636 du 21 juillet 1971 pris pour l'application des articles 258, 259 et 262 du code rural et relatif à l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale ;

Vu le décret n° 99-822 du 16 septembre 1999 ajoutant à la nomenclature des maladies des animaux réputées contagieuses la nécrose hématoïétique infectieuse et la septicémie hémorragique virale de certaines espèces de poissons ainsi que l'anémie infectieuse du saumon ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 avril 1997 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 septembre 1999 établissant des mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 septembre 1999 établissant des mesures financières relative à la lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons,

Vu l'arrêté préfectoral n° ..... donnant délégation de signature .....  
.;

Vu l'isolement du virus de la nécrose hématoïétique infectieuse (NHI)/ de la septicémie hémorragique virale (SHV) à la suite de l'examen réalisé par le laboratoire de diagnostic agréé ..... le ....., analyse n° (référence de l'analyse) ..... sur des ..... (préciser l'espèce)  
provenant de l'exploitation de (nom et adresse de l'exploitant) ..... située sur la rivière (si exploitation en eau libre).....,

CONSIDERANT QUE, PAR CONSEQUENT, le cheptel piscicole de l'exploitation de M. ....  
..... est atteint de la nécrose hématoïétique infectieuse / septicémie hémorragique virale, et qu' il convient de prendre les mesures nécessaires pour éviter toute diffusion de la maladie, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur,

SUR proposition du directeur des services vétérinaires :

**A R R E T E :**

Article 1<sup>er</sup> : L'exploitation de M. .... domicilié. .... située sur la rivière (supprimer si eau close)..... au lieu-dit..... est déclarée atteinte de nécrose hématoïétique infectieuse / septicémie hémorragique virale. Elle est placée sous la surveillance du directeur des services vétérinaires.

Article 2: Le périmètre déclaré infecté est constitué de l'ensemble des installations de l'exploitation (préciser si nécessaire).

Article 3 : La présente déclaration d'infection entraîne l'application des mesures suivantes dans ladite exploitation :

- Les poissons morts ou présentant des signes cliniques et tous les déchets sont détruits sans délai sous le contrôle des services vétérinaires
- Aucun poisson vivant ou mort, œuf ou gamète ne peut entrer dans l'exploitation sans autorisation du directeur des services vétérinaires. La sortie des animaux et produits d'aquaculture est interdite, excepté pour la commercialisation ou la transformation en vue de la consommation humaine, sous contrôle du directeur des services vétérinaires.

Par dérogation, le directeur des services vétérinaires peut autoriser, sous couvert d'un laissez passer, la sortie de poissons et de produits d'aquaculture issus de poissons, ne présentant pas de signes cliniques, vers une autre exploitation atteinte de la même maladie avec l'accord du directeur des services vétérinaires de l'exploitation de destination.

Les poissons et les produits d'aquaculture mis sur le marché et destinés à la consommation humaine doivent provenir d'animaux ne présentant pas de signes cliniques au moment de l'abattage. Ils seront éviscérés sur place ou dans un établissement agréé, avant leur mise sur le marché, dans des conditions évitant tout risque de dissémination des agents pathogènes et dans le respect des règles sanitaires.

- Il est strictement interdit d'utiliser les poissons, œufs ou gamètes provenant de cette exploitation pour réempoissonner ou réensemencer le milieu naturel (mer, cours d'eau, lacs...).
- Des moyens appropriés de désinfection doivent être utilisés aux entrées et sorties de l'exploitation et toutes les autres mesures propres à éviter la propagation de l'agent pathogène sont mises en œuvre à la diligence de l'exploitant.
- Toute matière et tout déchet susceptibles d'être contaminés sont soumis à un traitement assurant la destruction des agents responsables de l'apparition des maladies réputées contagieuses des salmonidés.

Article 4 : Le vétérinaire sanitaire ou un agent des services vétérinaires effectue une enquête épidémiologique approfondie pour déterminer les sources possibles de l'infection et identifier les exploitations qui ont pu se contaminer. Cette enquête est réalisée notamment dans toutes les exploitations et dispositifs contenant des espèces sensibles de la zone comprise entre . . . . . en amont et . . . . . en aval de l'exploitation infectée et dans toutes les exploitations ayant un lien épidémiologique (entrée, sortie de poissons et produits d'aquaculture) susceptible d'expliquer l'origine et l'extension de la contamination.

Article 5 : La levée de l'arrêté portant déclaration d'infection pourra intervenir sur proposition du directeur des services vétérinaires après la constatation par celui-ci ou son représentant de l'exécution effective des opérations mentionnées ci-dessous :

- La totalité des poissons et produits d'aquacultures (toutes espèces, sensibles et non sensibles) présente sur l'exploitation est éliminée.



- L'exploitation est mise à sec.
- Les bâtiments et leurs abords, les bassins, les véhicules de transport et tout le matériel sont nettoyés et désinfectés de manière à empêcher toute pollution du milieu naturel.
- Après la mise à sec, le nettoyage et la désinfection, un vide sanitaire d'une durée fixée en fonction des conditions d'ensoleillement, et en tout état de cause d'au moins quinze jours, avant la remise en eaux des installations, est respecté.

Article 6 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux textes en vigueur.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de . . . . ., le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur des services vétérinaires et le docteur. . . . . vétérinaire sanitaire à . . . . . sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à . . . . ., le . . . . .

Pour le préfet et par délégation  
Le directeur des services vétérinaires

## Annexe 6 : Formulaire de déclaration de foyer

DECLARATION D'UN FOYER DE : NHI ☐ SHV ☐

(à envoyer à la DGAL/SDSPA/Bureau santé animale – Télécopie 01 49 55 43 98 pour chaque foyer)  
dès confirmation du laboratoire

N° d'ordre du foyer dans le département :	.../.../..... (N° minéralogique /millésime de l'année/ N° d'ordre du foyer dans l'année considérée par maladie)
Commune du foyer :	
Coordonnées de la pisciculture :	

### Type de pisciculture :

ESPECES PRESENTES :

TONNAGE ANNUEL : Tonnes

#### Alimentation en eau:\*

\*Cocher toutes les cases utiles

☐ mer

☐ source

☐ dérivation de rivière } Nom du cours d'eau:

☐ étang

☐ eau close

☐ autre:  
(préciser)

#### Type d'activité:\*

☐ reproduction

☐ grossissement

☐ éclosionerie

☐ autre:  
(préciser)

#### Devenir de la production:\*

☐ pêche de loisir

☐ repeuplement du milieu naturel

☐ consommation / transformation

☐ vente à d'autres pisciculteurs

☐ autre:  
(préciser)

### Qualification sanitaire antérieure de la pisciculture

☐ zone agréée

☐ exploitation agréée

☐ zone en cours d'agrément

☐ exploitation en cours d'agrément

☐ statut inconnu

☐ autre :

### Analyse et signes cliniques dans l'élevage

Date du résultat : .../.../...

Laboratoire ayant réalisé l'analyse :

Méthode utilisée : isolement sur culture cellulaire et identification par neutralisation virale et immunofluorescence

Date du prélèvement : .../.../...

motif du prélèvement:

☐ signes cliniques

☐ lien épidémiologique

☐ analyse de qualification

autre (préciser) :

Prise d'un APMS ou d'un courrier signifiant que l'élevage est suspect :

☐ oui

☐ non

date : .../.../...

Signes cliniques se rapportant à la NHI/SHV dans l'exploitation

☐ oui

☐ non

Effectifs atteints (description : espèces et catégories concernées) :

### Type de foyer :

☐ primaire

☐ secondaire → foyer d'origine (référence) :  
et coordonnées

<b>Origine de la maladie</b>	<input type="checkbox"/> inconnue – enquête en cours	<input type="checkbox"/> objets inanimés
	<input type="checkbox"/> inconnue – non élucidée après enquête	<input type="checkbox"/> infection latente dans l'élevage
	<input type="checkbox"/> contamination de voisinage	<input type="checkbox"/> réapparition
	<input type="checkbox"/> introduction de poissons, œufs ou gamètes	<input type="checkbox"/> autre (préciser)
Date présumée de l'infection : . . / . . / . . . .		

<b>Etat des effectifs au moment de la déclaration</b> (en nombre et non en tonnage)	
Nombre de poissons présents	
Nombre de poissons trouvés morts	
Nombre de poissons cliniquement atteints	
Nombre de poissons abattus	
Nombre de poissons détruits	

<b>Gestion du foyer : (indiquer les données connues à la date de la déclaration)</b>	
Date de l'APDI : . . / . . / . . . .	
Mesures mises en œuvre :	
Séquestration de l'élevage	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Enquête épidémiologique	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Devenir des poissons trouvés morts	<input type="checkbox"/> Equarrissage <input type="checkbox"/> autre (préciser):
Devenir des poissons cliniquement atteints	<input type="checkbox"/> Equarrissage <input type="checkbox"/> autre (préciser):
Devenir des autres poissons :	
- ayant atteints une taille commerciale	<input type="checkbox"/> Consommation humaine <input type="checkbox"/> Equarrissage <input type="checkbox"/> Non connu <input type="checkbox"/> autre (préciser):
- autres	<input type="checkbox"/> Engraissement <input type="checkbox"/> Equarrissage <input type="checkbox"/> Non connu <input type="checkbox"/> autre (préciser):
Destruction de tous les poissons de l'exploitation (animaux destinés à l'équarrissage)	<input type="checkbox"/> oui      date (estimée): . . / . . / . . . . <input type="checkbox"/> non
Abattage de tous les poissons de l'exploitation (récupération en vue de la consommation humaine)	<input type="checkbox"/> oui      date (estimée) : . . / . . / . . . . <input type="checkbox"/> non
Autres mesures mise en œuvre (préciser) :	

<b>Suivi du foyer : (à compléter ultérieurement)</b>	
Date de désinfection : . . / . . / . . . .	Date de levée de l'APDI : . . / . . / . . . .